

Histoire postale ancienne du Québec

Cimon Morin, cactus007@videotron.ca

LES DÉBUTS DE LA POSTE À SAINTE-GENEVIÈVE

Sainte-Geneviève est située à quatre milles au nord de Pointe-Claire sur l'île de Montréal.

Le 2 novembre 1835, les habitants du village de Sainte-Geneviève, sous la responsabilité d'André Jobin, notaire, écrivent à T.A. Stayner, responsable de la poste au Canada, afin que ce dernier considère l'établissement d'un bureau de poste à Sainte-Geneviève¹. Dès décembre 1835, Stayner les avise qu'un tel bureau sera établi en avril 1836 aussitôt qu'il aura reçu l'approbation du ministre des Postes de Londres. Le bureau ouvre le 6 avril 1836.

Nous n'avons pu retrouver les premiers contrats pour le transport du courrier entre Sainte-Geneviève et Pointe-Claire. Ce dernier bureau a ouvert le 6 octobre 1835 lorsque T.A. Stayner ouvre la route postale de Lachine à Chatham. Il est certain que la livraison du courrier se fait une fois par semaine. Lors de la réouverture du bureau le 6 février 1850, une nouvelle route postale est établie avec Lachine, Pointe-Claire et Sainte-Geneviève et le transport du courrier est sous la responsabilité de François Lanthier qui fait le trajet deux fois par semaine.

Maitre de poste	Période
André Jobin	6 avril 1836 – janvier 1838
François Hyacinthe Brunet	6 février 1850 – 18 novembre 1851

André Jobin

André Jobin² est né le 8 août 1786 à Montréal et décède le 11 octobre 1853 à Sainte-Geneviève. Il est le fils de François Jobin et d'Angélique Sarrère dit La Victoire. Il fait ses études au Collège Saint-Raphaël, à Montréal, de 1797 à 1805. Il se dirige vers le droit, puis est reçu notaire le 24 septembre 1813, exerçant sa profession à Montréal et à Sainte-Geneviève.

André Jobin se marie à quatre reprises : le 16 juin 1808 avec Marie-Josèphe Beaudry; le 22 avril 1816 avec Marie Archambault à Montréal; le 16 février 1824 avec Émilie Masson à Sainte-Geneviève; puis le 27 mai 1839 avec Marie-Mathilde Élisabeth Dorval à L'Assomption³. De nature empressée, Jobin exerce diverses occupations. En 1828, il est élu membre du comité responsable pour rédiger les instructions pour les trois représentants délégués en Angleterre par la Chambre d'assemblée ayant pour mission d'exposer au gouvernement britannique les griefs du Bas-Canada⁴. On le retrouve de nouveau en 1832 alors qu'il lorgne la politique municipale montréalaise où il s'occupe d'administration. Du 25 novembre 1835 au 27 mars 1838, il siège à titre de député du comté de Montréal. Il sera réélu en 1843, 1844 et 1848 et sera un fidèle partisan de Louis-Joseph Papineau. Parallèlement à sa carrière, il sera lieutenant-colonel de milice, cartographe (1834), administrateur de la Banque d'épargne de la Cité du district de Montréal (1846), premier président de la Chambre des notaires (1847) et inspecteur d'école (1852). Son implication dans le mouvement réformiste remonte à 1832 lorsqu'il s'oppose au



Signature d'André Jobin,
[BAC, RG4-A1, vol. 516, p.88]



Portrait d'André Jobin exécuté à la prison du Pied-du-Courant en 1838. L'inscription manuscrite se lit comme suit : Incarcéré le 3 mai 1838 / dans la Prison neuve de Montréal / A. Jobin M P. P. / Notaire de Ste-Geneviève / Mort en 1853.

[BAC, Fonds Jean-Joseph Girouard, R5796]

arrêté le 3 mai 1838 et est accusé d'actes séditieux. N'ayant subi aucun procès, il est relâché de la prison du Pied-du-Courant le 7 juillet 1838 moyennant une caution de 1000 £.

Jobin ne fut pas inquiété lors du second soulèvement malgré ses activités patriotes et son discours qualifié de séditieux présenté sur le parvis de l'église de Saint-Benoît le 16 février 1840².

C'est donc le 6 avril 1836 que le bureau de poste de Sainte-Geneviève est ouvert et André Jobin, le notable de la place, est nommé maître de poste⁷. Le bureau est situé à quatre milles au nord de Pointe-Claire sur l'île de Montréal. Le courrier est reçu et envoyé une fois par semaine de Pointe-Claire, bureau qui avait été établi un an auparavant.

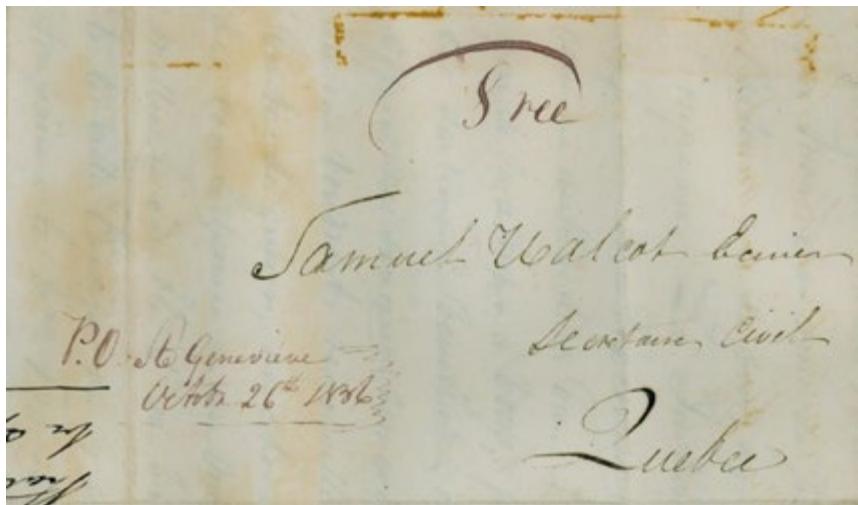
Selon l'avis de T.A. Stayner⁸, le bureau de poste n'est pas très important au point de vue des revenus. Un an et demi plus tard, lors des troubles de 1837, le bureau est saccagé et brûlé. Toutefois, dans sa droiture, André Jobin a payé le courrier qui desservait ce bureau, probablement John Mount, maître de poste de Pointe-Claire⁹. On sait aussi qu'en novembre 1837, Jobin se réfugie en lieu sûr et demeure caché jusqu'en avril 1838. Il est arrêté le 3 mai 1838 et emprisonné.

Nous croyons que le bureau de poste a fermé ses portes au début de 1838¹⁰. Entre novembre 1837 et probablement janvier 1838, le bureau fonctionne probablement avec un membre de la famille Jobin. Dans un rapport ultérieur, T.A. Stayner mentionne que ce bureau ne faisait pas

recours de l'armée pour maintenir l'ordre lors de l'arrestation et de la condamnation de Daniel Tracey¹ éditeur du *Vindicator*, pour avoir publié que le Conseil législatif « était une nuisance »⁵. En raison de son geste, il est rayé en 1833 de la liste des juges de paix par le gouverneur Aylmer, mais réintégré en 1837 par Gosford. Il remet définitivement sa commission le 14 août 1837 en guise de protestation contre l'interdiction qui leur était imposée d'assister à des assemblées politiques⁶. Le 2 avril 1834, Jobin affirme son autorité patriote à l'assemblée du faubourg Saint-Laurent où il appuie les 92 Résolutions.

Aux premiers signes de la rébellion de 1837, Jobin intensifie son implication en s'affichant aux côtés de Papineau comme l'organisateur de l'assemblée de Saint-Laurent tenue le 15 mai. Lors de cette assemblée, il appuie une résolution dénonçant les résolutions Russell. Le 22 mai, il prend part à une assemblée à l'hôtel Nelson de Montréal dans le but de former un comité de correspondance pour le district de Montréal. Le 25 juin, il est à la tribune lors de l'assemblée de Sainte-Geneviève pour discourir sur l'importance dudit comité¹. Un mandat d'arrêt est lancé contre lui le 14 novembre 1837. Il se réfugie en lieu sûr, mais est arrêté le 3 mai 1838 et est accusé d'actes séditieux. N'ayant subi aucun procès, il est relâché de la prison du Pied-du-Courant le 7 juillet 1838 moyennant une caution de 1000 £.

ses frais – qu'il y avait très peu de correspondance et que les recettes d'une année avaient été de 32 shillings sans oublier les frais du contrat de malle entre Ste-Geneviève et Pointe-Claire d'un coût de 5 £ par année. À partir de cette date, les habitants de Ste-Geneviève n'auront d'autre choix que de poster leur courrier à Pointe-Claire.



Pli postal de Sainte-Geneviève envoyé en franchise postale par le maître de poste André Jobin avec marque postale manuscrite « P.O. Ste-Geneviève, October 26th 1836 »

[BAC, RG4-A1, vol. 618, no 2704]

empattement sera utilisée. La marque double cercle n'a probablement été utilisée que quelques mois en 1837 et, par conséquent, demeure extrêmement rare.



Pli envoyé en franchise postale « FREE » et signé A. Jobin avec marque postale de type double cercle estampillé en date du 5 juillet 1837

[Collection Poitras-Faucher, ex-Guy Des Rivières]

En septembre 1839, un certain Stephen Payment de Sainte-Geneviève fait une demande pour la réouverture d'un bureau de poste. Cette demande est refusée. Stayner l'avise « qu'il y avait un

Marques postales

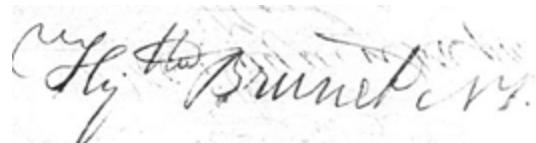
Au cours de ses 18 premiers mois d'existence, le bureau de Sainte-Geneviève utilise deux types de marques postales : la marque manuscrite et le double cercle. Dans les deux cas, nous n'avons retracé qu'un seul exemple pour chacune de ces marques. D'abord une marque manuscrite en date du 26 octobre 1836 et une marque double cercle datée du 5 juillet 1837. Lorsque le bureau ouvrira à nouveau en 1850, une nouvelle marque de type double cercle interrompu sans

bureau dans cet endroit en 1836 et 1837, mais la correspondance était alors si insignifiante - ne donnant pas en moyenne plus de 8s par trimestre - que j'ai refusé de le rétablir, et avec beaucoup moins d'hésitation, vu que le village n'est éloigné que de cinq milles du bureau de Pointe-Claire »¹¹.

En 1842 et 1843, de nouvelles demandes des habitants et notables de la place, sous la direction du curé Louis-Marie Lefebvre¹², envoient plusieurs demandes à T.A. Stayner et une pétition au gouverneur afin de rétablir leur bureau de poste. Une autre pétition est envoyée à Stayner en février 1849¹³.

François Hyacinthe Brunet

François Hyacinthe Brunet est né en 1817¹⁴. Il est le fils de Denis Brunet et de Hipolitte Jamme (1796-1832). Il est probablement reçu notaire en 1842 et pratique jusqu'au 18 mars 1880¹⁵. Il épouse en premières noces Flavie Barbeau le 1^{er} décembre 1846 à Sainte-Geneviève et en secondes noces Marie-Catherine Berthelot le 2 février 1856 à Sainte-Geneviève.



Signature du maître de poste F.H. Brunet
[BAC, RG4-C1, vol. 117, R3922, p. 14867]

[Extrait d'une lettre de André Jobin, MPP au secrétaire provincial James Leslie]

Ste-Geneviève, 2 juin 1849

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 31 mai dernier, me demandant si je connaissais quelque personne capable de tenir un Bureau de poste à Ste-Geneviève, j'ai l'honneur de vous informer que François Hyacinthe Brunet, Écuyer, Notaire, de Ste-Geneviève, se chargera de cette besogne, et que, quoique suffisamment capable de répondre pour lui-même, il n'aura aucune objection de donner les meilleures cautions.

Le nommé Antoine Nantelle, tanneur, du même lieu de Ste-Geneviève, fera le devoir de postillon, deux fois par semaine, pour £8.6.8 par an: c'est un homme très capable de remplir cette charge.

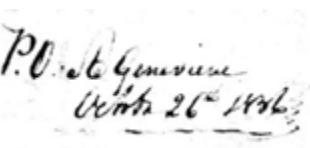
J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et obéissant serviteur,

A. Jobin

[BAC, RG4-C1, vol. 259, rapport 1744]

Le 12 mai 1849, Stayner obtient l'autorisation du ministre des Postes d'Angleterre d'ouvrir un bureau à Sainte-Geneviève¹⁶. Il écrit au secrétaire provincial Leslie le 29 mai 1849 afin que le gouverneur lui recommande un candidat. Ce dernier écrit à André Jobin, devenu membre du parlement provincial en 1843. Il lui recommande son collègue le notaire François Hyacinthe Brunet. Le secrétaire provincial avise donc Stayner de ce choix le 11 juin 1849. Ce ne sera pas avant le 6 février 1850 qu'on ouvre à nouveau un bureau à cet endroit avec la nomination de François Hyacinthe Brunet comme deuxième maître de poste de Sainte-Geneviève.

Le notaire Brunet démissionne le 28 octobre 1851¹⁷, et sera temporairement remplacé par André Jobin qui entre en fonction le 19 novembre 1851! Brunet sera à nouveau maître de poste de Sainte-Geneviève du 7 novembre 1865 jusqu'au 19 août 1867¹⁸.

Marques postales de Sainte-Geneviève		
		
1836-1837 <i>BAC, RG4-A1, vol. 618, n° 2704</i>	1837 <i>Collection Jacques Poitras</i>	1850-1871 1880 (sans dateur) <i>Épreuve</i>
		
1837 <i>Collection Jacques Poitras</i>	Non utilisée <i>Épreuve</i>	

¹ Département des Postes, *Second rapport du Comité spécial nommé pour s'enquérir de l'état actuel du Département des Postes, afin de porter un remède efficace aux défectuosités de son organisation et administration*, Appendice au XLVe volume des *Journaux de la Chambre d'Assemblée de la province du Bas-Canada*, Appendice GG. 1836, section n° 95.

² Michel Gagné et Cimon Morin, « André Jobin, maître de poste de Sainte-Geneviève (1836-1837)», *Bulletin d'histoire et de marcophilie*, n° 125, 2014, p. 36-39.

³ Jonathan Lemire, *Portraits de patriotes 1837-1838 – Œuvres de Jean-Joseph Girouard*, VLB éditeur, Montréal, 2012, p. 139, 141.

⁴ Julian S. Mackay, *Notaires et patriotes 1837-1838*, Éditions du Septentrion, Sillery, 2006, p. 162-163.

⁵ Alain Messier, *Dictionnaire encyclopédique et historique des patriotes 1837-1838*, Guérin, Montréal, 2002, p. 461.

⁶ BAC, RG4-A1, vol. 516, p.88. Lettre de A. Jobin à S. Walcott, secrétaire provincial, en date du 9 août 1837.

⁷ BAC, MG44B, vol. 5, p. 68.

⁸ BAC, MG44B, vol. 34, p. 297.

⁹ *The Quebec Almanach for 1837*, Samuel Neilson, Québec, 1837, p. 122.

¹⁰ BAC, RG4-C1, vol. 84, R1526, p. 5411-5423. Dans ce rapport T.A. Stayner mentionne que le bureau aurait été fermé au début de 1838 (p. 5414).

¹¹ Département des Postes, *Second rapport du Comité spécial nommé pour s'enquérir de l'état actuel du Département des Postes, afin de porter un remède efficace aux défectuosités de son organisation et administration*, Appendice au XLVe volume des *Journaux de la Chambre d'Assemblée de la province du Bas-Canada*, Appendice GG. 1836, section D-18.

¹² Éliane Labastrou, *Histoire de la paroisse Saint-Raphaël-Archange*, Société d'histoire et patrimoine de l'île Bizard et de Sainte-Geneviève, voir [http://paroisse-saint-raphael.org/resources/Histoire%20de%20la%20paroisse%20Saint-Raphael-Archange%20\(jusqu'en%202008\).pdf](http://paroisse-saintraphael.org/resources/Histoire%20de%20la%20paroisse%20Saint-Raphael-Archange%20(jusqu'en%202008).pdf)

¹³ BAC, RG3, vol. 912, p. 127.

¹⁴ Selon le recensement de 1861, il a 44 ans et demeure dans le secteur Jacques-Cartier de l'île de Montréal.

¹⁵ Sa greffe de notaire est déposée à BAnQ. La période comprise est du 24 novembre 1842 au 18 mars 1880.

¹⁶ BAC, RG3, vol. 912, p. 134.

¹⁷ BAC, RG3, vol. 465, microfilm T-3850, image 549-550; vol. 299, p. 21, Microfilm T-1709, image 489.

¹⁸ <http://www.bac-lac.gc.ca/fra/decouvrez/patrimoine-postal-philatelie/bureaux-maitres-poste/Pages/item.aspx?IdNumber=3008&>